

Unité départementale de la Côte-d'Or  
27, boulevard Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 04/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes France**

ROUTE DE SEMUR  
BP 10  
21500 Montbard

Références : 2024-391  
Code AIOT : 0005401359

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes France implanté Route de Semur BP 10 21500 Montbard. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite à six dépassements consécutifs en concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L entre le 30 août 2023 et le 11 janvier 2024.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes France
- Route de Semur BP 10 21500 Montbard
- Code AIOT : 0005401359
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES FRANCE exploite sur la commune de Montbard (21), une usine de fabrication de tubes métalliques en acier inoxydable, sur un site créé en 1895. Elle emploie plus ou moins 300 personnes sur le site. L'installation jouxte celle de Framatome et de VALTI (anciennement VALLOUREC), historiquement ces 3 installations n'en faisaient qu'une, c'était VALLOUREC.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Documentation de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Entretien préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant n'était pas en mesure de présenter l'ensemble des documents prescrits par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Depuis les dépassements constatés fin 2023, début 2024, l'exploitant a fait réaliser des Analyses Méthodiques des Risques (AMR) de prolifération et de dispersion des légionelles en juillet 2024. Les AMR ne font pas ressortir de risque résiduel très important nécessitant d'engager des actions dans les plus brefs délais, cependant elles font ressortir deux actions à engager à court terme. Au jour de la visite, il apparaît que l'exploitant n'avait réalisé aucune action pour répondre aux recommandations de l'AMR.

Il apparaît cependant que courant 2024, l'exploitant a rapproché la périodicité entre les visites de contrôle des installations par une société extérieure, passant d'un contrôle trimestriel à un contrôle bimestriel.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Documentation de suivi**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier installation classée.

**Prescription contrôlée :**

"L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :  
[...]

- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;
- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
  - [...]
  - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;
  - [...]
  - le carnet de suivi et ses annexes ;
  - le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau ;
  - [...]
  - le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation ;
  - [...]
  - les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certains produits par l'installation.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."

**Constats :**

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter le dossier conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023.

L'inspection a constaté que les résultats des mesures sur les effluents des 5 dernières années sont disponibles sur le système d'information GIDAF.

L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de contrôle du bruit réalisé en 2021 et en 2022.

**Non-Conformité :**

L'exploitant a informé l'inspection qu'il ne dispose pas de registre reprenant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle électrique des installations réalisé le 9 septembre 2024.

**Observations :**

Celui-ci fait entre autres état de l'observation « calibrer/régler le relais d'intensité / protection de surcharge trop élevé ». Or, c'est une observation qui apparaît comme récurrente.

L'exploitant a présenté le carnet de suivi, celui-ci ne comporte pas l'ensemble des éléments prescrits par le 2 du IV de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.

**Non-Conformité :**

Le carnet de suivi présenté par l'exploitant ne comporte pas :

- Les volumes d'eau rejetée mensuellement pour les deux installations (l'exploitant a cependant justifié que le volume de rejet pour l'installation HAMON était suivi, mais ce

suivi n'était pas reporté dans le carnet de suivi).

- L'entreprise réalisant les opérations de maintenance transmet à l'exploitant les résultats, dont notamment les valeurs mesurées des indicateurs de suivi, cependant le cahier de suivi n'intègre pas le suivi de leurs dérives.
- Les procédures et les actions à réaliser par l'entreprise extérieure dans le cadre du marché d'entretien et de suivi ne sont pas annexées au carnet de suivi. L'exploitant a cependant pu présenter les éléments à l'inspection le jour de la visite à partir de la boîte courriel du responsable du suivi des installations .
- Les rapports d'incident ne sont pas annexés au cahier de suivi .

L'exploitant a présenté les fiches d'interventions de l'entreprise extérieure réalisant les contrôles des installations (tous les deux mois). Ces fiches mentionnent les résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement.

**Observation :**

Les résultats de ces mesures ne sont pas repris dans un registre.

**Non-Conformité**

L'exploitant a confirmé qu'il n'existait aucun élément technique, ni aucun contrôle permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certains produits lors des vidanges de l'installation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit ouvrir un registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées

L'exploitant fera réaliser les opérations nécessaires afin de lever les observations faisant suite au contrôle électrique des installations, et transmettra les éléments justifiant la réalisation de ces opérations.

L'exploitant complètera son carnet de suivi et ses annexes afin de répondre aux prescriptions du 2 du IV de l'article 26 de l'arrêté du 14 décembre 2013.

L'exploitant transmettra le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement pour l'année 2024.

L'exploitant transmettra les éléments techniques mis en place, permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certains produits lors des vidanges de l'installation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Entretien préventif de l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Risque légionelle

**Prescription contrôlée :**

"[...]

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation.

[...]

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;

[...]

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées."

[...]

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR."

#### **Constats :**

Les AMR du 8 juillet 2024 montrent des risques résiduels significatifs nécessitant l'application de mesures préventives ou correctives, devant être engagées à court terme.

Dont notamment pour les deux installations (groupe HAMON et groupe SOGEQUIP), les AMR préconisent :

- « GMTE 21 : Chlore utilisé pour un pH de l'installation de 8,8 donc non efficace - Non respect réglementaire - Mise en œuvre du traitement inadapté - Voir avec le traiteur d'eau pour mettre en place une acidification de l'eau ou un changement de traitement » ;
- GMTE 22 : La stratégie de traitement mise en œuvre ne prend pas en compte les conditions d'exploitation de l'installation - inefficacité des traitements - Prendre en compte le pH de l'eau pour la mise en œuvre du traitement »

#### **Non-Conformité**

L'exploitant a confirmé qu'au jour de la visite, aucune action corrective n'avait été mise en œuvre sur la base des AMR du 8 juillet 2024.

Les AMR font état, entre autres, du fait qu'il existe, à proximité de l'installation, une source de pollution de l'air entrant susceptible d'apporter des matières organiques et préconisent, entre autres, le passage régulier pour l'entretien des espaces verts.

#### **Observation**

L'inspection a constaté, au droit d'un groupe froid, la présence de végétation pouvant être susceptible d'apporter des matières organiques (cf. photos).

#### **Non-Conformité**

Le document plan d'entretien transmis par courriel par l'exploitant le 27 septembre 2024 ne permet pas d'identifier les actions définies pour gérer chaque facteur de risque identifié dans les AMR du 8 juillet 2024.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra les mesures correctives mises en oeuvre permettant de répondre aux recommandations des AMR du 8 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant mettra à jour le plan d'entretien des installations, afin de permettre d'identifier les actions définies pour gérer chaque facteur de risque identifié dans les AMR du 8 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant effectuera un entretien des espaces vert à proximité des installations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Surveillance des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"[...]  Sur la base de l'AMR sont définis :  [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;</li> </ul> <p>[...]  Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.  [...]"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite le document faisant apparaître les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation. Pour chaque indicateur, l'exploitant a défini des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions.</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de la société extérieure réalisant les opérations de contrôle des installations. Ces rapports mentionnent les valeurs des indicateurs physico-chimiques et microbiologiques relevés lors de la visite et montrent que ces valeurs sont comparées avec les valeurs cibles, les valeurs d'alerte et les valeurs d'actions.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection avoir réduit en 2024 la périodicité des opérations de contrôle des installations, en passant d'une périodicité de contrôle trimestriel à 1 fois tous les 2 mois.</p>

**Observation :**

L'absence du registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation ne permet pas à l'exploitant d'analyser les problèmes de fond pouvant engendrer des dérives de ces indicateurs et donc une gestion préventive du risque légionelles.

L'exploitant doit mettre en place le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation, afin d'être en mesure d'adapter et d'actualiser la nature et la fréquence de la surveillance. Ceci afin de justifier qu'il met en place les actions nécessaires pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra en place le registre des résultats des mesures des principaux paramètres physicochimiques et microbiologiques qui permettent de diagnostiquer les dérives des installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois



## Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°2 : Entretien préventif de l'installation



20241008\_112013



20241008\_112054